PROFIL DE POSTE

Informations préliminaires sur le poste	
Intitulé du poste	**LOGISTICIEN & ADMINISTRATEUR PROVINCE EQUATEUR**
Pays & base d'affectation	**RDC, PROVINCE DE L'EQUATEUR, LIBENGUE**
Rattachement hiérarchique	**RESPONSABLE DE BASE LIBENGUE**
Création / Remplacement	Remplacement
Durée de passation	1 semaine
Durée de la mission	6 mois minimum

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité.
L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 5 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La RDC en 2016 fait encore face à une instabilité importante, principalement dans l'est du pays (Kivus, Province Orientale et Tanganyika) en raison des affrontements entre les groupes armés irréguliers et les forces militaires nationales/MONUSCO au Nord Kivu et du conflit inter communautaire entre la population Batwa et Luba dans la Province du Tanganyika. Par ailleurs, des enjeux politiques et constitutionnels majeurs risquent de complexifier la grille de lecture des différents conflits encore en cours, en particulier le processus présidentiel prévu en principe le 27 novembre 2016.
D'autres facteurs aggravants contribuent à déstabiliser le contexte, tels que les effets des perturbations climatiques reportées pendant le premier trimestre 2016, et les épidemies de rougeole, cholera et fièvre jaune qui sévissent en ce moment.
Au niveau de la Région des Grands Lacs, le pays est directement affecté par l'instabilité politico-militaire des pays frontalièrs comme la RCA et le Burundi.

La situation dans la **province du Nord-Kivu** a peu évolué pour la population depuis la défaite du mouvement rebelle M23 fin 2013. Les FARDC libérés de leur engagement face au M23 se focalisent actuellement sur d'autres fronts pour lutter contre les nombreux groupes armés actifs dans la région (Maï Maï, APCLS, FDLR, ADF etc…). En outre, les tensions ethniques et les problématiques d'accès à la terre sont sources de tensions particulières dans les zones d'intervention de PUI (Masisi, Rutshuru).Les fermetures forcées des camps de déplacés internes en mars 2016 ont contribué à la déstabilisation du contexte en mettant en péril la vie de milliers de personnes déplacées et le fragile équilibre économique de milliers de familles d'accueil.

Dans la province du Tanganyika (sous-région de l'ex-province du Katanga), des conflits ethniques (entre milices Twas –pygmées- et Bantoues) initiés en 2012 ont résulté dans le déplacement souvent préventifs de centaines de milliers de personnes. Les zones d'intervention de PUI (ZS de Kiambi et Nyunzu) se caractérisent par un dénuement important de certains groupes (accès limité aux terres agricoles, à l'eau potable, enclavement, récurrence d'épidémies telles que la rougeole et le choléra) exacerbé par les déplacements les plus récents. Début 2016, le processus de réconciliation a mené à une progressive stabilisation de la situation sécuritaire et depuis Mai 2015 le mouvement de retour s'est confirmé (avec néanmoins de nouveaux déplacements entre Mai et Août), nécessitant une adaptation rapide des stratégies d'intervention humanitaire.

Dans la province du Sud-Ubangi, plusieurs camps de réfugiés ont été ouverts dans les territoires de Libenge et de Zongo entre 2012 et 2015 en lien avec la crise en cours en RCA. Fin 2015, plus de 100 000 réfugiés étaient enregistrés dans l'ex-province de l'Equateur incluant le Sud-Oubangui. Courant 2015, le HCR a entrepris de relocaliser les réfugiés de la première vague pour pouvoir accueillir des nouveaux arrivés, cependant des réfugiés sont réticents à l'idée de s'installer au sein des communautés hôtes. Considérant que la majorité des habitants de la zone de Libenge sont eux-mêmes des « retournés » revenus de la République du Congo en 2012, les tensions dérivant de la cohabitation forcée entre les populations locales et les réfugiés pourraient constituer un facteur d'instabilité.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

PUI souhaite orienter son action vers le renforcement des capacités de résilience des populations déplacées et retournées en proposant une réponse d'urgence multisectorielle et intégrée dans les zones ciblées. Ces activités visent également les réfugiés centrafricains hors sites et les familles congolaises hôtes.

La capacité des ménages à résister à un choc futur et à mettre en place des stratégies d'adaptation et de survie constitue une priorité dans ce type de contexte, où aux problématiques structurelles se superposent des déplacements massifs liés à plusieurs conflits armés.
Dans certaines zones où la situation d'urgence globale est moins marquée PUI souhaite sortir de la phase d'aide humanitaire pour mettre en place des activités d'autonomisation des déplacés afin d'améliorer leur niveau de vie et favoriser leur retour.

Historique de la mission et programmes en cours

En activité depuis 2007 au **Nord Kivu**, PUI était en charge de la gestion des camps de personnes déplacées en partenariat avec le HCR. Depuis Aout 2015, PUI est en charge de la gestion de 12 Sites dans la zone de Goma ainsi que dans la zone de santé de Mweso en partenariat avec l'OIM. Parallèlement, PUI a mis en œuvre de nombreux projets de sécurité alimentaire (distributions alimentaires, d'intrants agricoles, multiplication locale de semences) financés par OFDA au profit de 4 000 ménages depuis sa base de Mweso.

Au **Tanganyika/Katanga**, PUI se positionne depuis 2013 avec une réponse d'urgence aux populations déplacées dans une zone où les acteurs humanitaires sont encore peu nombreux. PUI a apporté dans un premier temps une aide médicale et alimentaire complétée par la suite par un appui à la reconstitution des moyens d'existence. Financé par ECHO, PUI soutien depuis 2013 les centres de santé des ZS de Kiambi et Pweto et depuis 2015 dans la ZS de Nyunzu (accès aux soins de santé primaire, lutte contre la malnutrition sévère, assistance financière etc…). PUI intervient également pour répondre aux besoins en soins de santé primaire, en malnutrition aiguë sévère et en traitement / suivi des victimes de violences sexuelles, des populations déplacées et dans la lutte contre le VIH/Sida.
Depuis 2014, PUI travaille également sur des projets de sécurité alimentaire (foires aux semences et outils) et de relance économique (via du Cash For Work) sous financement OFDA.

Dans le **Sud-Ubangui**, PUI intervient depuis 2010 dans le secteur de l'assistance alimentaire et depuis 2012 dans le secteur des soins de santé primaire. Entre 2013 et 2015, PUI a focalisé son intervention sur l'appui au retour des rapatriés de République du Congo dans le Territoire de Libenge dans les domaines de la relance agricole et économique.
Depuis début 2015 PUI a mis en place une nouvelle stratégie d'appui aux réfugiés centrafricains hors site et aux familles hôtes par le biais de distribution de vivres et d'un projet de relance agricole et de relance économique.

Configuration de la mission

BUDGET 2016 – 2017	**Budget Mission RDC : 6millions EUR**
BASES	Goma, Mweso, Nyunzu, Kiambi, Kalemie, Kinshasa, Libenge, Zongo
NOMBRE D'EXPATRIES	16 postes + 2 postes RT nationalisés
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	170
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	7
PRINCIPAUX PARTENAIRES	USAID/OFDA, BPRM, ECHO, Mairie de Paris, OIM, PNUD (Pooled Fund), Ambassade de France
SECTEURS D'ACTIVITES	Santé/Nutrition, Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, CCCM, Protection
EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE/EN RECRUTEMENT	Equipe expatriée en place : au niveau de la coordination pays, Chef de Mission, Coordinateur Programme Pays, Coordinateur Santé, Coordinateur Administratif et Financier et Coordinateur Logistique. Au niveau Provincial, pour le Nord Kivu : un coordinateur de zone, un administrateur et un logisticien. Pour le Tanganyika, un coordinateur de zone, un administrateur, un logisticien, un RT Santé/Nut et un RT Sécurité Alimentaire. Pour le Sud Ubangui, un coordinateur de zone, un administrateur/logisticien et un RT Sécurité Alimentaire.

Description du poste

Objectif global

Le/la Logisticien/ne – Administrateur/trice (« Log-Admin ») est responsable du bon fonctionnement des services logistique et administration de la Province dans le respect des procédures PUI et bailleurs.

Responsabilités et champs d'actions

- **Ressources Humaines** : Il/Elle supervise les activités de gestion administrative des ressources humaines dans la Province.
- **Suivi logistique**: Il/Elle supervise les volets logistiques, en particulier le suivi des achats, des stocks, de carburant, des équipements et l'organisation des mouvements de véhicules, avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice Logistique (CLOG) de la mission. Il/Elle supervise les aspects logistiques de la gestion de la sécurité (bâtiment, transport, télécommunication).
- **Suivi administratif et financier** Il/Elle supervise les volets administratifs et financiers dans la Province et s'assure du respect des procédures afférentes, avec l'appui fonctionnel du/de la Coordinateur/trice Administratif/tive et Financier/e (CAF) et du RdB.

Objectifs spécifiques et activités associées

1. ASSURER LA GESTION ADMINISTRATIVE DES RESSOURCES HUMAINES SUR LA BASE

- Il/Elle participe au processus de recrutement ainsi qu'à toute décision de mettre fin à un contrat de travail du personnel national dans la Province.
- Il/Elle s'assure du respect du Règlement Intérieur de PUI dans la Province.
- Il/Elle supervise la gestion administrative du personnel national, en particulier des opérations de paie, du suivi des absences, de la constitution et mise à jour des dossiers du personnel ainsi que leur archivage.
- Il/Elle veille à ce que tous les salariés nationaux aient une évaluation écrite au moins une fois par contrat et par an.
- Il/Elle assure ou délègue l'intégration de tout nouveau salarié dans la Province, et s'assure en particulier que les procédures logistiques, administratives, RH et financières, ainsi que les procédures d'utilisation des moyens de communication et de transport soient expliquées et comprises.
- Il/Elle complète la formation du personnel local (aspects logistiques et administratifs) si besoin.
- Il/Elle prépare les profils des postes nationaux sous sa supervision directe, et les diffuse pour validation au/à la Responsable de base et au/à la CAF et tout autre référent potentiellement concerné (selon le poste).
- Il/Elle veille à la gestion d'éventuels conflits interpersonnels dans la Province et rapporte au/à la Responsable de base dans le cas où il/elle ne parvienne seul/e à régler le différend.
- Il/Elle est le garant de l'image de PUI dans sa zone d'intervention et veille à ce titre à ce que l'ensemble du personnel sous sa responsabilité ait un comportement en adéquation avec les valeurs défendues par l'organisation et respectueux de la culture locale.

2. ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE DE LA PROVINCE

- Il/Elle assure l'approvisionnement des bases de la Province (support et programme) en veillant à ce que les procédures internes et bailleurs soient respectées, notamment en ce qui concerne les seuils de validations Province/Capitale, et que les engagements soient conformes aux budgets disponibles.
- Il/Elle veille à ce que les bases de la Province (bureau et logement) disposent des équipements minimum convenables au travail et à l'hébergement des équipes, dans des conditions de sécurité optimales.
- Il/Elle supervise le parc de véhicules et plus globalement suit le bon fonctionnement, la consommation en carburant et la maintenance des équipements rattachés à sa base. Il/Elle organise les mouvements de véhicules de manière hebdomadaire.
- Il/Elle supervise le stockage adéquat et les mouvements des biens et équipements.
- Il/Elle assure la livraison des marchandises programmes sur les sites d'intervention.
- Il/Elle supervise la préparation et la mise à jour les inventaires de stocks et équipements des bases et les diffuse au/à la CLOG via le pack de reporting logistique mensuel.

3. ASSURER LE SUIVI ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE LA BASE

- Il/Elle est responsable de l'optimisation des coûts, il/elle met à jour les suivis budgétaires à cette fin et s'assure du bon approvisionnement financier des bases de la Province en préparant les demandes d'approvisionnement de cash pour les besoins de la base.
- Il/Elle participe à l'analyse collective (techniques, administration et logistique) des suivis budgétaires, détecte les écarts et propose des ajustements au/à la Responsable de base et au/à la CAF.
- Il/Elle s'assure que la comptabilité est saisie selon les règles internes et communiquée au/à la CAF selon le calendrier établi, après validation du/de la Responsable de base
- Avec le/la CAF et le/la Responsable de base, il/elle suit la trésorerie des bases de la Province et supervise les paiements.
- Avec le/la CAF et le/la Responsable de base, il/elle s'assure qu'un système de contrôle interne est en place dans la Province. Il/elle s'assure du respect de la procédure d'engagement des dépenses et participe à la validation des dossiers d'achat.
- Il/Elle est le garant de la tenue des comptes et veille à ce titre à ce que les soldes de caisses et de comptes bancaires soient en permanence absolument justifiés par les pièces comptables appropriées.

4. ASSURER LE REPORTING ET LA CIRCULATION DE L'INFORMATION

- Il/Elle envoie les rapports internes et externes à son/sa supérieur/e hiérarchique direct/e en respectant les délais de validation interne (rapports mensuels logistiques / Comptabilité / retour sur Suivis budgétaires / prévisionnel de trésorerie)
- Il/Elle participe aux réunions de coordination interne dont il/elle est un membre actif.

Zoom sur 3 activités prioritaires relatives au contexte de la mission

- Renforcer le contrôle de l'application des process et outils administratifs et logistiques
- Renforcer la formation des équipes administrative et logistique
- Améliorer la visibilité financière (suivis budgétaires, plans d'achat, tableaux d'affectation, liens entre les services)

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer et statut (personnel expatrié / national)

- Encadrement direct : 1 logisticien base national, 1 assistant administratif national, 1 caissier (sous-base de Zongo)
- Encadrement indirect : 15 à 20

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés		
	INDISPENSABLE	**APPRECIE**
FORMATION		▸ Gestion de projet ▸ Formation en Agro / Watsan / Autres ▸ Gestion financière ▸ Logistique…
EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ▸ Humanitaire ▸ Internationale ▸ Technique	Min. 1 an *A fortiori*	▸ Expérience en gestion d'équipe
CONNAISSANCES & APTITUDES	▸ Gestion d'équipe ▸ Connaissances logistiques ▸ Connaissances en administration et gestion	▸ Connaissances procédures bailleurs institutionnels (UE, OFDA, ECHO, AAP, agences UN…)
LANGUES ▸ Français ▸ Anglais ▸ Autre (préciser)	X	
INFORMATIQUE ▸ Pack Office ▸ Autre (préciser)	X	Saga

Caractéristiques personnelles attendues (intégration à l'équipe, adéquation au poste et à la mission)

- Rigueur +++
- Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités
- Bonne résistance au stress
- Sens de la diplomatie
- Capacité d'analyse
- Capacité d'adaptation et souplesse d'organisation
- Organisation, rigueur et respect des échéances
- Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature
- Capacité à travailler avec différents partenaires avec ouverture d'esprit et une communication adaptée

Conditions proposées

Statut

- **SALARIE** en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

- **SALAIRE BRUT MENSUEL** : 1.500 Euros
- **PRIME(S) D'ANCIENNETE & D'EXPERIENCE**: Fonction du parcours en Solidarité Internationale d'une part, avec PUI d'autre part.
- **PRIME DE PRECARITE** de 10% (mensualisée)

Frais pris en charge

- Transport AR Domicile / Mission (dont frais de voyage, tels que visas, vaccins…)
- Couverture médicale et complémentaire santé
- Assurances, notamment rapatriement
- Hébergement en maison collective
- Frais de vie (« Per diem »)